

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Les petites phrases de la semaine

Rassemblées par Y.F.I

**Michael Mousa Adamo, ministre des Affaires étrangères :**

"En 2020 et 2022, le Gabon s'est particulièrement illustré par la recherche permanente de solutions susceptibles de contribuer à la limitation du réchauffement de la planète".

**Henri-Claude Oyima, président de la Fédération des entreprises du Gabon (FEG) :**

"La FEG tient absolument à la pérennité de la CNSS parce que c'est une caisse qui gère beaucoup de prestations sociales pour nos collaborateurs. La FEG veut vraiment que cette caisse survive à jamais..."

**Patrice Neveu, sélectionneur national de football :**

"Je vais intégrer des joueurs en leur donnant le temps de jeu, les remettre devant les exigences de la compétition et leur donner la possibilité de renforcer leur avenir en équipe nationale. Car leur comportement déterminera la suite de mes choix pour les matchs à venir".

**Steeve Nzegho Dieko, secrétaire général du Parti démocratique gabonais (PDG) :**

"(...) Évitions de nous inviter dans les complots, les manipulations et autres combines qui portent atteinte à l'intégrité morale et même physique du président de notre parti".

**Hervé-Patrick Opiangha, président de l'Union pour la démocratie et l'intégration sociale (UDIS) :**

"L'école est importante, mais savoir se débrouiller dans le bon sens est aussi une voie à ne pas négliger".

**Jean-Valentin Leyama, secrétaire exécutif de "Ré-appropriation du Gabon, de son indépendance, pour sa reconstruction" (RÉAGIR) :**

"Le choix de constater un excédent en trésorerie alors que la dette intérieure n'est pas apurée ne rend pas compte de la situation financière réelle de l'État".

**Célestin Boudzanga, secrétaire national du Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) :**

"Le RPM ne sera que ce que nous voudrions qu'il soit. Si nous voulons qu'il soit un parti fort, alors il nous appartient de faire en sorte que ce parti soit fort. Donc, ce RPM doit être à notre image".

# COP 27 : Ali Bongo Ondimba présent à Sharm El-Sheikh

J.KOMBILE MOUSSAVOU  
Libreville/Gabon

**L**E chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, séjourne, depuis samedi dernier, à Sharm El-Sheikh en Égypte où se sont ouverts hier les travaux de la 27e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP 27).

Des assises d'une importance toute particulière au regard notamment, selon de nombreux experts, des effets dommageables du réchauffement climatique sur la planète, particulièrement en Afrique. Et doublées de la nécessité, pour les différentes parties, de matérialiser les engagements pris en décembre 2015, à Paris, lors de la COP26. Dans la capitale française, on s'en souvient, l'objectif de baisse des émissions de gaz à effet de serre de 45 % d'ici 2030 avait été fixé par les uns et les autres. Avec ceci que les pays industrialisés s'étaient engagés, à hauteur de 100 milliards de dollars, à financer, dans les pays en développement, des actions et autres initiatives visant à lutter



Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, à son arrivée à Sharm El-Sheikh, samedi dernier.

contre le réchauffement climatique. Sept ans plus tard, force est de reconnaître, toujours selon de nombreux experts, que l'on est bien loin du compte.

Fort de ce constat et mû par son leadership unanimement salué par ses pairs en matière de lutte contre le réchauffement clima-

tique et la protection de l'environnement, Ali Bongo Ondimba devrait aujourd'hui, du haut de la tribune, rappeler aux uns et aux autres l'impérieuse nécessité d'honorer leurs engagements. Tant il y va de l'avenir de notre planète. De fait, en droite ligne de la Semaine africaine du climat tenue

récemment à Libreville, il devrait probablement appeler l'ensemble de la communauté internationale à mettre "fin à l'injustice climatique". D'autant plus que l'Afrique paie le plus lourd tribut du réchauffement climatique en n'émettant que moins de 4 % de gaz à effet de serre.

## La Semaine Changement d'approche

On ne saurait commencer la présente chronique sans s'incliner, en guise d'hommage, devant la mémoire de notre consœur Désirée Singatady-Matha qui nous a quittés en milieu de semaine dernière. Plongeant ainsi dans le deuil le monde de la communication et l'actualité des sept derniers jours.

Ceci étant, soulignons que le séjour du président de la République dans la province de la Ngounié a occupé beaucoup d'espace dans ladite actualité. Outre cet évènement qui en cache deux autres (la visite en précurseur de la Première ministre et les manœuvres médico-militaires), plusieurs autres évènements et faits ont été enregistrés. Entre autres, la participation du chef de l'État à la COP27 qui a débuté hier en Égypte ; la séance plénière à l'Assemblée nationale ; la conférence de presse du sélectionneur des Panthères, Patrice Neveu, etc. Par rapport au séjour d'Ali Bongo Ondimba dans la Ngounié, on notera un changement d'approche dans la manière d'organiser ces visites présidentielles dans l'arrière-pays. C'est sans doute les leçons tirées des précédentes étapes. Car cette fois, la visite du numéro un gabonais a été précédée par deux visites que l'on peut qualifier d'inspection. Lesquelles ont été effectuées par deux délégations du gouvernement. La première sous la conduite du vice-Premier ministre, Alain-Claude Bilie-By-Nze, et la seconde, la veille de l'arrivée du chef de l'État, par la Première ministre, Rose-Christiane Ossouka Raponda, en personne...

Ces deux déplacements ont permis au gouvernement de faire le point sur l'état d'avancement des chantiers en cours, avant que le chef de l'État ne vienne à son tour se faire une idée sur la situation des projets retenus dans le Plan d'accélération de la transformation (PAT) défendu ici et là par l'équipe d'Ossouka Raponda, mais qui accuse un retard à l'allumage à certains endroits.

Dans tous les cas, on retiendra que la visite du chef de l'État dans la Ngounié lui a permis d'inaugurer une nouvelle huilerie de la société Olam à Ndendé, et une nouvelle station de pompage d'eau à Mouila. Tout comme elle lui a donné l'occasion d'échanger avec les cadres et notables de la province. Des échanges jugés prometteurs. Pourvu maintenant que les annonces faites par le gouvernement soient suivies d'actes concrets.

Pour revenir à l'Assemblée nationale, on notera que les députés ont adopté la loi de règlement exercice 2020. Un texte qui a suscité beaucoup de critiques, notamment de la part du parti "REAGIR" (opposition) brandissant des réserves émises en son temps par la Cour des comptes. Du coup, d'aucuns se demandent quel est le sens réel des réserves de la juridiction financière. Et comment sont-elles appréciées au Gabon ?

ONDOUBA'NTSIBAH